

<https://bibliobs.nouvelobs.com/idees/20180211.OBS2020/le-francais-notre-bien-commun-par-alain-mabanckou-et-achille-mbembe.html>

Le français, notre bien commun ?

Par Alain Mabanckou et Achille Mbembe

A la veille de la Conférence internationale pour la langue française et le plurilinguisme dans le monde, qui se tient à Paris les 14 et 15 février 2018, Alain Mabanckou et Achille Mbembe mettent en garde le président Macron contre le concept de francophonie.



Alain Mabanckou et Achille Mbembe. (BALTEL/SIPA - Cyril Follio/AFP)

Le président Emmanuel Macron est déterminé, semble-t-il, à « déringardiser » la langue française et se fixe même comme objectif de la catapulte au deuxième rang mondial. C'est certainement une bonne nouvelle, sauf qu'elle est ennuagée par un grave différend, et ce différend a pour nom « francophonie ». À sa décharge, Emmanuel Macron ne s'exprime plus dans les termes antédiluviens d'Onésime Reclus, le géographe auquel beaucoup attribuent l'invention de ce mot « francophonie ».

C'était au XIXe siècle, dans la foulée du second Empire colonial et de la restructuration géopolitique du monde. La France venait de subir une cuisante défaite militaire à Sedan et avait, au passage, perdu l'Alsace-Lorraine. Sa position en Europe était fragilisée et, avec elle, l'idée qu'elle se faisait de sa grandeur. Il fallait conjurer le spectre humiliant de la décadence, et plusieurs, dont Jules Ferry, virent dans le projet d'expansionnisme colonial la panacée qui allait éradiquer la spirale de la déchéance de la grandeur française. Parallèlement, de cet expansionnisme, beaucoup avaient une conception étroitement mercantiliste héritée de l'Ancien régime. À leurs yeux, les possessions coloniales étaient avant tout des comptoirs de commerce. Elles faisaient partie d'un domaine hors-la-nation, sur lequel cette dernière exerçait un droit éminent de prédation.

Francophonie, langue française : lettre ouverte à Emmanuel Macron

Chez Onésime Reclus cependant, mercantilisme et prédation ne suffisaient guère. Il fallait quelque chose de plus. Un supplément. Quelque chose qui résisterait à l'épreuve de la durée. Ce quelque chose ne pouvait venir de la sève fécondante des Français. Ceux-ci fournissaient beaucoup moins d'émigrants outre-mer que tout autre État européen et, par ailleurs, la stagnation de la population et le besoin de main-d'œuvre dans l'industrie ne permettaient guère de peupler en nombre les colonies nouvellement acquises.

Ne pouvant donc renforcer son emprise hors d'Europe avec une population diminuée, peu féconde et rétive à l'émigration, la France n'avait plus qu'une seule solution: l'assimilation des peuples conquis par le biais de la diffusion de sa langue...

De fait, à l'origine, la francophonie se veut l'équivalent linguistique du pouvoir du sabre. Elle est, pour reprendre une vieille formule, un «appareil idéologique» à part entière de l'impérialisme français. À ce titre, elle a pour fonction l'utilisation de la langue coloniale dans le but d'imposer la loi d'un pouvoir sans autorité à des peuples vaincus militairement. Chez Onésime Reclus les «Francophones» ne sont pas tant ceux et celles qui, bien que n'étant pas Français, parlent le français. Ils sont, avant tout, ceux et celles parmi lesquels le français «règne», c'est-à-dire ceux et celles qui, ayant ingurgité cette «substance» qu'est le français, sont devenus des sujets d'une langue qui, en retour, exerce désormais sur eux, y compris à leur insu, un pouvoir sans limite, sans réserve ou sans durée. Par conséquent, dès son origine, le système francophone incarne un pouvoir par transsubstantiation, le prototype même d'une vision eucharistique de l'impérialisme.

Léonora Miano : "Les Africains n'ont pas choisi la France. Elle leur est tombée dessus"

La « francophonie » installera aussi insidieusement une ségrégation, dans une vision très ethnocentrique du monde classé en trois catégories: les Français, les Francisés et les Francisables. «*Nous acceptons comme 'francophones' tous ceux qui sont ou semblent destinés à rester ou à devenir participants de "notre langue" et dont "nous sommes déjà les maîtres"*», précisera Onésime Reclus qui énumérera ces francophones: «*Bretons et Basques de France, Arabes et Berbères du Tell dont nous sommes déjà les maîtres*». Il faudra compter également les Alsaciens, les Lorrains, les Wallons d'Allemagne, les Belges Wallons et les Belges bilingues, la Suisse française, les Vallées françaises et vaudoises d'Italie, les Acadiens et les Canadiens Français, Terre-Neuve et Saint-Pierre et Miquelon, Haïti, les Petites Antilles de langue française, la Guyane etc.

Nous sommes dans le XXIème siècle, et l'on n'hésite plus à convoquer politiquement l'amnésie dans l'espoir de contrecarrer la nécessité d'une critique décoloniale. Le président Macron ne cesse de dire que c'est du passé. Or ces rappels historiques ne sont pas sans intérêt et devraient plutôt faire réfléchir celles et ceux qui abordent la question de la francophonie sous les angles du divertissement, des paillettes et des voyages organisés en grande pompe sur le continent africain que l'on flatte en lui affectant le statut d'ultime espace de résistance et de pérennité de la langue française.

Nous ne demandons qu'à y croire, mais comment ne pas en douter si, à l'occasion de la plus grande Foire du Livre qui s'était déroulée à Francfort et qui mettait à l'honneur la création d'expression française dans le monde, l'on n'a entendu ni le nom d'Aimé Césaire, ni ceux de Léopold Sédar Senghor, Ahmadou Kourouma, Édouard Glissant ou Maryse Condé, des voix qui ont pourtant porté l'imaginaire en français au-delà des frontières de la Gaule?

"La colonisation fut coupable de pas mal de crimes...", par Maryse Condé

Comment ne pas être saisi de doute quand, à l'occasion d'une «consultation citoyenne» sur la promotion de la langue française et du «plurilinguisme» orchestrée ces jours-ci par la France, l'on continue de s'adresser «*aussi bien aux Français qu'aux étrangers francophones et/ou francophiles*», comme si nous étions à l'époque d'Onésime Reclus! Qui donc est français? Qui ne l'est pas? Qui sont ces étrangers francophones? Un Français peut-il être un «étranger»? La catégorie de *francophone* ne s'appliquerait-elle uniquement qu'aux étrangers?

En somme, pourquoi faudrait-il réinscrire, dans une langue supposée *commune*, ces ségrégations qui montrent que nous n'avons pas encore réglé nos comptes avec l'Histoire?

A l'heure où nous écrivons ces lignes, *Le Tarmac* – l'un des rares espaces dédiés exclusivement aux créations francophones – est en danger. En octobre 2016, Grâce Seri, Raphaël Naasz, Roch Bandzouzi et quelques autres comédiens jouaient, en ce lieu, «l'Acte de respirer». C'était à l'occasion du vingtième anniversaire de la mort de Sony Labou Tansi, une grande figure de l'écriture et de la création africaine d'expression française. Il y a quelques jours, nous avons appris que la ministre de la culture a signé l'arrêt de mort de cet espace sans équivalent en France. Jusqu'à quand nous faudra-t-il avoir la patience de reprendre l'ouvrage? Pourquoi sommes-nous condamnés à devoir, chaque fois, chercher de nouveau «*la force de refaire ce qui a été défait*», pour reprendre cette belle formule d'Aimé Césaire?

Et ce n'est pas tout. La revue «Africultures» est actuellement à l'agonie. Pendant plus de vingt ans, patiemment, cette plateforme aura mis nos mondes en relation. Des milliers d'articles, d'interviews, d'analyses témoignant de l'imaginaire en français des quatre coins du monde. Un site internet, une édition papier diffusée en librairie, un carnet de contenus à destination de l'apprentissage de la langue française, une base de données mutualisées. Tout cela se meurt sous nos yeux, devant l'indifférence (ou l'ignorance) de hérauts qui prétendent «déringardiser» la Francophonie et la langue française à coups de publicité et d'opérations de com.

Le long cri d'Aimé Césaire n'a pas fini de résonner

Dans les deux cas évoqués plus haut, les maigres subventions ont été coupées. Si l'on ne peut pas commencer, en France même, par faire vivre ces plateformes, alors il faut cesser de parler de la francophonie. Que dire par ailleurs du mécénat culturel, notamment en Afrique, ce continent que les plus grandes entreprises et groupes industriels français considèrent comme une terre d'opportunités? Qui convaincra Total, Bouygues, Bolloré, Areva, Orange et tant d'autres maîtres de la ponction d'investir ne serait-ce que 0.5% de leurs immenses profits dans la création et la pensée africaine d'expression française?

Nous le redisons : nous sommes opposés à toute définition de la langue française qui aurait pour fondement une idéologie nationalitaire. Une langue qui a vocation d'imaginer le monde est celle qui refuse que soient instaurées des frontières infranchissables en son sein. S'il est une caractéristique du français dans le monde contemporain, c'est justement son caractère transnational et transversal, son potentiel en tant que langue planétaire. Ce potentiel ne saurait se réaliser aux dépens des créateurs et des relayeurs qui œuvrent dans l'ombre, loin de la France, sans la permission de la

France, sans attendre une quelconque rétribution de celle-ci, parce qu'ils savent depuis fort longtemps que la langue française est plus grande que la France.

Nous ne voulons pas d'un outil, la Francophonie, qui servirait de cache-misère pour une politique de la brutalité, pour une politique qui sépare au lieu de mettre ensemble, de tisser des relations.

Nous ne voulons pas d'un outil, la Francophonie, qui tournerait le dos au monde au lieu de l'embrasser; qui favoriserait l'enclavement des identités au lieu de faire en sorte qu'elles puissent être parcourues dans tous les sens; qui abandonnerait les arts et la culture aux forces du marché et de l'entreprise.

Nous militons pour une langue-monde, une langue planétaire, une langue de l'en-commun, véhicule de circulation au croisement des forces de vie et d'ouverture; une langue dont l'humanité dans son ensemble pourrait se servir dans le but de partager des paroles neuves et engagées, qui interrogent notre destin dans ce qu'il a à la fois de commun et de particulier.

Y a-t-il une littérature noire ? Le grand dialogue Laferrière-Mabanckou

Nous militons pour une langue française qui serait véritablement un *bien commun*; qui ferait résolument partie du patrimoine planétaire. Et, au sein de cette langue planétaire, nul ne viendrait d'ailleurs. Nul ne serait considéré comme étranger. Nul n'aurait besoin de visa. Tous et toutes jouiraient d'un droit égal de séjour. Seul compterait alors le langage que chacun inventerait (ou réinventerait) dans cette langue et grâce à elle.

Nous sommes conscients, et nous ne sommes plus les seuls, que l'avènement d'une telle langue passera inévitablement par la reconsidération de la Francophonie institutionnelle et politique, dans une autopsie salutaire qui favoriserait enfin l'émergence d'une véritable francophonie des peuples.

Alain Mabanckou et Achille Mbembe

Alain Mabanckou, bio express

*Né en 1966 à Pointe-Noire (République du Congo), **Alain Mabanckou** est notamment l'auteur de «Verre cassé», «Mémoires de Porc-Epic» (prix Renaudot 2006) ou encore «Lumières de Pointe-Noire». Il enseigne à l'université UCLA, à Los Angeles, et a occupé en 2016 la chaire annuelle de création artistique au Collège de France. Il a récemment décliné, dans une lettre ouverte publiée ici, l'invitation du président Macron à contribuer aux «travaux de réflexion» qu'il souhaitait «engager autour de la langue française et de la Francophonie».*